

Face aux choix et renoncements de la DGER, l'Élan Commun porte la voix des collègues

Un CSA EA s'est tenu le 16 juin dernier et a porté essentiellement sur le bilan de la formation de l'enseignement agricole technique, les priorités de la rentrée et la réponse aux questions diverses des élu.es par l'administration.

Bilan de la formation de l'enseignement agricole technique

Des formations au PNF (Plan national de Formations) essentiellement dispensées par 4 opérateurs : Florac, Dijon, La Bergerie Nationale et l'Ensfea. L'objectif pour notre DGER est « d'améliorer la cohérence entre les actions de formation aux échelles nationales, régionales et locales et de renforcer le dialogue entre la DGER et les opérateurs régionaux ». Une note globale du pilotage des formations sur les 3 niveaux de formation (national/régional/local) devrait voir le jour à l'automne 2026.

L'Élan Commun demande à ce qu'un module soit à nouveau consacré au dialogue social et aux droits syndicaux dans la formation dédiée à la découverte du métier de directeur.ice des EPLEFPA et de former les directeur.ices d'exploitation agricole au rôle pédagogique. Par ailleurs, la formation obligatoire de 60 heures pour les AESH manque de clarté et est trop souvent absente ou incomplète pour nos collègues. L'Élan Commun demande à ce que ce flou soit levé pour permettre aux AESH de se former dès leur entrée en poste. Nous avons, de nouveau, réclamé à ce que soit cadré nationalement le statut des webinaires et des formations en ligne (notamment à réaliser sur le temps de travail).

Priorités pour la rentrée

Présentées sans document et publiées 2 jours après, les priorités pour l'année scolaire à venir sont identiques à cette année : faire partager les principes de la république à tous nos apprenant.es, renouveler les générations en agriculture et assurer les transitions climatiques et environnementales. L'Élan Commun insiste sur l'importance de porter les principes de la république par l'ensemble de notre ministère et plus particulièrement par notre Ministre actuelle, madame Genevard. Nous constatons une augmentation de la violence et de la radicalité de certains de nos élèves-étudiant.es en lien avec celles portées par certaines organisations professionnelles que nous dénonçons régulièrement. Nous réitérons notre demande d'un vrai référentiel d'EMC en terminale bac pro mais aussi d'un vrai référentiel EVARS obligatoire à tous nos apprenants et apprenantes qui permettraient aux équipes éducatives de sensibiliser et former nos jeunes à ces programmes de la citoyenneté, du respect, de la tolérance et de la diversité.

Les CFA-CFPPA

Nous avons dénoncé les choix de l'Etat (ministère du travail) et des régions de réduire une fois de plus les crédits pour la formation professionnelle et l'apprentissage. Cela se traduira notamment par des baisses de l'offre de formation voire des formations plus courtes comme c'est le cas pour le BPREA en complète contradiction avec la LOSARGA. Cette politique fragilise par la même occasion nos centres de formations et pourrait avoir pour conséquences des licenciements.

Dans ce contexte, nous dénonçons une fois de plus l'arrêt des négociations sur le temps de travail et de rémunération des collègues ACB. Ces négociations n'ont pas évolué depuis avril dernier et sont essentiellement le fait d'un manque de volonté de la part des directeurs et directrices de centres de formation. Une journée de mobilisation des agent.es aura lieu le 30 juin devant le ministère du travail et la DGER.

Autres points

Depuis septembre 2025, nos infirmières et infirmiers n'ont plus accès à Pronotes pour assurer le suivi des élèves. Rien n'a pu être mis en place depuis ! L'application « Liens » qui existe à l'Education Nationale n'est pas transposable au MASA. Nos agent.es sont réellement empêché.es dans leur travail et aucune réponse ne leur est donnée ! Cette absence de communication n'est pas tolérable et témoigne de la nécessité d'avoir un service public du numérique éducatif.

Pour ce qui est du Pacte enseignant-CPE, la DGER a annoncé que pour l'instant les crédits étaient épuisés mais sans annoncer clairement sa suppression... preuve encore d'un système non pérenne pour des missions nécessaires.